

AA 17.2 Editorial

L'Afrique, le changement dont tout le monde parle

Dans les années récentes, la rhétorique à propos de la situation économique de l'Afrique est positive. C'est soit « l'Afrique en essor », soit « l'Afrique, la prochaine frontière » ou « l'émergence de la classe moyenne africaine », tant d'accolades qui se rivalisent dans les efforts de présenter la situation actuelle de l'Afrique comme celle qui présage un avenir meilleur. Cependant, nombreux sont ceux qui font remarquer que quelques africains bénéficient de cet essor mais de nombreux Africains n'en bénéficient pas

En réalité, six sur les 10 économies à la croissance la plus rapide au monde se retrouvent en Afrique de même que les pays ayant les plus grandes inégalités en matière de répartition des revenus. Il est tout à fait évident qu'au fur et à mesure que la classe moyenne africaine consumériste s'élargit, le fossé entre celle-ci et la majorité pauvre s'approfondit avec beaucoup d'inégalités. Les craintes que cette inégalité croissante constitue un réservoir de troubles et de menaces au développement économique et social à long terme sont justifiées.

La situation est exacerbée par cette campagne démesurée d'attirer les investissements étrangers directs en offrant des conditions d'investissement juteuses aux investisseurs étrangers au détriment de l'économie locale. Il s'agit des termes qui invariablement permettent aux sociétés multinationales de rapatrier des pourcentages énormes de devise laissant les pays africains pauvres et seuls dans la lutte pour stabiliser la balance des paiements. En fin de compte, la croissance de l'économie africaine est ressentie par un nombre restreint d'Africains et les investisseurs étrangers alors que la grande majorité des Africains continue de croupir dans la privation, caractérisée par le chômage et le manque d'infrastructure sociale.

Les institutions africaines ont pu identifier les défis associés à la rhétorique vide sur la croissance sans transformation et sans emploi et lancent un appel à une réorientation afin d'assurer que l'essor économique de l'Afrique bénéficie à sa population et non seulement à l'élite africaine et ses partenaires. Cependant, ces institutions semblent peu disposées à opérer les changements fondamentaux nécessaires pour inverser le sort des populations africaines démunies. Leurs remèdes semblent être palliatifs et visent à redresser les bords rugueux du paradigme actuel de

développement au lieu de prendre des mesures préventives et curatives qui vont aboutir à un changement radical dans la situation socio-économique de toute la population.

En conséquence, les gouverneurs des banques centrales de l'Afrique lors de leur toute première rencontre à Abuja ont demandé des changements de leur mandat (voir la page 8 *les gouverneurs de banque centrale en Afrique préconisent le changement de leur mandat*) pour leur permettre d'évoluer de leur concentration classique sur la discipline fiscale (la poursuite des cibles d'inflation en vue d'assurer la stabilité financière et des prix) vers le domaine « des objectifs de développement en soutenant la politique industrielle et l'affectation des crédits aux secteurs ayant des besoins sociaux ». Il est intéressant de noter que parallèlement à cette rencontre des gouverneurs de banque centrale, les ministres des finances réunis dans la même ville chantaient un autre refrain. A leur avis, le moyen de sortir l'Afrique de son borbier actuel réside dans la poursuite des politiques relatives à la facilitation du commerce, à l'investissement, à l'énergie, le développement des infrastructures, et à la gestion des logistique et de la chaîne d'approvisionnement (Voir la page 5, *La croissance africaine non transformatrice et sans emploi pour l'industrialisation*). Il était évident que les Ministres des Finances croient que le thème de leur réunion annuelle « Industrialisation pour un développement inclusif et transformateur » serait mieux servi avec l'intégration de l'Afrique dans le marché mondial au lieu d'industrialiser et de transformer son économie.

Pour la plupart des économies africaines qui sont tributaires des produits de base, l'objectif fondamental à réaliser est la transformation structurelle de l'économie. L'industrialisation va non seulement créer des emplois supplémentaires mais aussi permettre de relancer la production agricole en berne et réduire ainsi les factures énormes d'importation alimentaire.

Un autre problème important à résoudre afin d'améliorer l'économie africaine est la persistance du flux illicites énormes et courants des capitaux qui est devenue le lot de l'Afrique. En raison de toute sorte de régimes, des paradis fiscaux, la facturation commerciale frauduleuse et des comptes douteux, l'Afrique perd des milliards de dollars chaque année. (Voir la page 17, *La facturation frauduleuse ou comment dérober l'Afrique*). Cette situation est le résultat des accords flous d'attrait des investissements étrangers directs signés entre les gouvernements africains et les sociétés multinationales opérant dans l'industrie extractive qui permet à ces

dernières de rapatrier des milliards de dollars hors de l'Afrique chaque année. Il est vrai qu'un panel africain sous la présidence de l'ancien président sud-africain, M. Thabo Mbeki s'occupe non seulement du suivi et de la publication des résultats des recherches sur les flux illicites en Afrique mais aussi prodigue des conseils en vue renverser ce phénomène. Cependant, la volonté politique pour mettre en œuvre des reformes nécessaires repose sur les leaders africains sinon l'endiguement de cette hémorragie qui tue l'Afrique va demeurer un mirage. Il s'agit des systèmes illicites et l'Afrique doit consentir des efforts constants et rapides pour les éliminer.

Les émeutes en Afrique sont en grande partie attribuables aux inégalités parmi les Africains, à moins que l'on y trouve des remèdes, l'Afrique va s'enliser dans ces émeutes pendant longtemps.

La croissance africaine sans transformation et sans emploi freine l'industrialisation.

Une décennie de croissance impressionnante n'a pas pu réduire le fossé entre les riches et les pauvres en Afrique. Les inégalités sont en fait en recrudescence. Les ministres des finances africains considèrent désormais l'industrialisation comme un préalable à la transformation structurelle du continent écrit *Kwesi W. Obeng.

Au cours de la dernière décennie, les économies africaines ont enregistré des taux de croissance impressionnants. En 2012, le taux de croissance moyen s'élevait à 5,7% malgré qu'il se soit ralenti pour s'établir à 4% en 2013. Ce taux est presque le double de la moyenne mondiale.

De manière unique, l'expansion des économies africaines n'est pas limitée aux pays dotés de ressources pétrolières et minières. La liste inclut les pays avec peu ou sans aucune ressource naturelle de valeur.

Néanmoins, cette croissance n'a pas engendré des emplois et une transformation des économies. Le chômage augmente à travers le continent. Parallèlement, l'Afrique assiste à la désindustrialisation, l'effondrement de l'agriculture (premier source d'emplois) et un approfondissement du fossé entre les riches et les pauvres. L'exclusion socio-économique est répandue et les mesures de protection sociale se font passer pour des politiques sociales même si les inégalités deviennent graves.

S'il y a un certain nombre de facteurs qui expliquent la croissance sans emploi et sans transformation en Afrique, il est évident que les économies africaines ne génèrent pas assez d'emplois pour la population grandissante parce que les secteurs qui sous-tendent la croissance économique ont tendance à être des enclaves à forte intensité de capitaux où les circuits de flux illicites hors de ces pays sont nombreux. Les économies du continent dépendent trop de l'exportation des produits de base sans aucune valeur ajoutée. La situation est aussi exacerbée par les forces de l'offre et de la demande.

En Afrique, au cours de la dernière décennie, les principales sources de croissance étaient les secteurs avec de faible niveau d'élasticité des emplois comme le secteur minier qui occupe moins

de 10% de la main d'œuvre). Cependant, l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services qui emploient 80% de la main d'œuvre représentent une petite part de la croissance économique dans la plupart des économies africaines.

L'industrialisation et une distribution équitable des avantages d'une croissance de qualité sont essentielles au développement avec un meilleur potentiel de créer des emplois décents, faire sortir les populations de la pauvreté et d'endiguer sans doute la violence et l'insécurité. Pour un grand nombre de personnes, un emploi rémunérateur est le seul moyen d'échapper au piège de la pauvreté.

C'est dans ce contexte que la Septième Conférence Annuelle des Ministres Africains des Finances conjointement organisée par l'UA et de la CENUA s'est tenue à Abuja, Nigeria sur le thème « «L'industrialisation au service du développement inclusif et de la transformation en Afrique ».

Les ministres africains ont souligné l'importance de l'industrialisation comme une condition préalable à transformation structurelle du continent et l'une des voies les plus viables de la croissance favorable à la création des emplois et au développement.

La valeur et l'urgence de la nécessité de surmonter le modèle de croissance actuelle afin de promouvoir un développement inclusif, équitable et de qualité à travers une politique et des initiatives industrielles flexibles en vue d'une transformation structurelle de l'Afrique a retenu l'attention des participants dont les ministres des finances, les gouverneurs des banques centrales et d'autres décideurs importants, les acteurs intergouvernementaux et non étatiques de l'Afrique et toutes les principales institutions économiques régionales.

Absence de cohérence

Le Secrétaire Exécutif de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, M. Carlos Lopes, a déclaré à l'ouverture que « Si l'objectif de l'Afrique est de devenir un continent prospère et intégré et en paix avec lui-même, sa position de négociation doit être en accord et favorable à l'agenda de transformation 2063 ».

Les ministres des finances ont relevé le défi lancé par M. Lopes. Pour aborder le problème séculaire de manque de cohérence au niveau national et régional, les ministres des finances se sont engagés à collaborer avec leurs homologues en charge des politiques industrielles et d'autres ministres pertinents dans leur pays afin de formuler une approche intégrée au sein de leur système gouvernemental pour faire face aux contraintes qui entravent la capacité du continent à libérer son potentiel en tant qu'une plaque tournante industrielle dans l'économie mondiale.

« Pour ce faire, nous allons aborder le problème de la mobilisation des financements à long terme aux fins d'investissement dans le secteur manufacturier, y compris la relance des banques de développement et la réorientation des marchés financiers pour les rendre plus favorables aux efforts d'industrialisation de l'Afrique».

Les ministres ont également entériné ce qui semble être une proposition progressiste faite par les gouverneurs de banque centrale pour l'inclusion d'un programme de transformation structurelle de l'Afrique dans leur mandat comme c'est le cas dans certaines économies traditionnelles ou émergentes telles que la Reserve Fédérale des Etats-Unis, les Banques Centrales du Royaume Uni, de l'Inde et du Brésil – dont les mandats vont au delà de la concentration sur la stabilité des prix et porte aussi sur la promotion active de l'industrialisation surtout lors de la crise économique et financière mondiale de 2008.

Les ministres des finances africains ont convenu de poursuivre les politiques sur le commerce, la facilitation du commerce, l'investissement, l'énergie, le développement des infrastructures, la logistique et la gestion de la chaîne d'approvisionnement et d'assurer que la science, la technologie, l'éducation et l'industrie sont inter-reliés en vue d'entretenir un secteur industriel viable.

Ils ont également lancé un défis aux trois organisations continentales, la CUA, la CENUA et la BAD pour qu'elles entretiennent une collaboration étroite afin d'assurer une bonne interface entre les différentes initiatives, cadre et stratégies d'ordre continental comme le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique, la Vision Minière Africaine, le Plan d'Action pour le Développement Industriel Accéléré de l'Afrique, le Programme de

Développement des Infrastructures en Afrique, le Cadre de Politique Sociale pour l'Afrique, la Zone de Libre Echange Continentale et la Promotion du Commerce Intra-Africain pour assurer qu'elles se complètent et se renforcent dans la poursuite de l'objectif commun de la transformation continentale inclusive.

Facteurs externes

Au fil des ans, le financement du développement de l'Afrique relevait en grande partie des acteurs externes qui s'y intéressent avec leurs propres agendas. Ces agendas externes qu'ils proviennent des IFI, des grandes sociétés ou de leur gouvernement vont à l'encontre de l'agenda de développement et des intérêts de l'Afrique en général. Souvent, ils contribuent à la distorsion des initiatives de développement de l'Afrique, détournent l'attention et dissipent les efforts et énergies de l'Afrique.

En réalité, la question de l'appropriation de l'agenda de développement de l'Afrique n'a pas échappé aux ministres. Pour assurer une meilleure appropriation de ces initiatives et de l'agenda de développement du continent, les ministres ont souligné que « le financement de ces initiatives exige une utilisation novatrice de nos propres ressources ».

Une discussion sur le financement de la Commission de l'Union Africaine a mis en relief la dépendance du continent des autres dans la poursuite de son agenda de développement. Plus de la moitié (56%) du budget de la CUA pour 2013 (277,1 millions de dollars) est financée par les partenaires externes. Les 44% restants étaient fournis en grande partie par l'Afrique du Sud, la Lybie, le Nigeria et l'Algérie. L'essentiel des fonds africains est consacré aux opérations avec moins de deux pourcent destinés aux programmes. Cet état des choses a des conséquences pour l'élaboration et l'orientation de l'agenda de développement de l'Afrique.

Le nouveau bâtiment de la Commission de l'Union Africaine a été financé par le gouvernement chinois à hauteur de 200 millions de dollars US et le nouveau bureau en construction pour le Conseil de Paix et de Sécurité est financé par le gouvernement allemand à un coût de 26,5 millions d'euros.

Comparons le budget de la CUA avec les 50 milliards de dollars qui échappent à l'Afrique chaque année sous forme de flux illicites comme l'a indiqué l'ancien président sud-africain,

Thabo Mbeki lors de la réunion d'Abuja. M. Mbeki est le président du panel de haut niveau sur les Flux Financiers Illicites hors de l'Afrique mis sur pied par les ministres de finances lors de leur réunion de 2013 en Côte d'Ivoire.

Selon le panel, ces flux sont essentiellement liés aux transactions commerciales, à l'évasion fiscales et aux activités criminelles (blanchiment de l'argent, trafic de drogue, des êtres humains et des armes), à la corruption et l'abus de pouvoir. Ces flux illicites ont des impacts sévères sur les initiatives de développement puisqu'ils privent l'Afrique des recettes et des capitaux d'investissement nécessaires. Ils mettent également en péril les institutions étatiques, le droit d'état et l'agenda de développement de l'Afrique en général.

Modèle de Développement,

Le Secrétaire Exécutif de la CENUA, M. Lobes a déclaré que le modèle d'industrialisation basée sur la substitution des importations est dépassé et ne peut catalyser le développement et la transformation structurelle de l'Afrique. Le fondement de l'industrialisation dans ce siècle est donc l'innovation et la flexibilité, a-t-il ajouté.

La valeur des brevets et de la propriété intellectuelle est de loin plus importante que les produits. « Des systèmes de financement complexes et innovants, des accords financiers et d'entreprise, les normes internationales et les mécanismes de règlement des litiges ont tous contribué à un monde où le protectionnisme rude ne fonctionne plus.

Il a suggéré que l'Afrique doit s'adapter et adopter un « protectionnisme intelligent » c'est-à-dire la capacité à profiter des règles et à déjouer le système afin d'attirer des investissements, des capitaux et des marchés.

Les participants ont également abordé les réorientations des politiques industrielles à travers le monde et la manière dont l'Afrique peut se positionner pour s'industrialiser. Quelques pays africains sont toujours aux prises des instruments de politique économique vétustes qui dépendent énormément de l'orientation administrative au lieu de privilégier la modification des processus de marché à travers des instruments tels que l'imposition, les subventions et les dépenses publiques pour corriger les déséquilibres du marché.

Cette mesure est très essentielle car l'élaboration des politiques industrielles est devenue polycentrique et éclectique dans la poursuite simultanée d'une variété d'objectifs au lieu d'être orientée uniquement vers la promotion d'une croissance rapide.

L'Afrique a une lutte à mener, a dit M. Lopes, en ajoutant que « les négociations actuelles sur le commerce et le changement climatique ne sont pas en faveur de l'Afrique » et ce dernier doit lutter pour des règles du jeu équitables et défendre son espace de politique.

« Les subventions sont officiellement éliminées suivant la catégorisation de l'OMC mais elles sont remplacées par des montants plus élevés à travers des primes environnementaux et d'assurance qui brouille le cadre.

Lancement du REA 2014

Le Rapport Economique sur l'Afrique 2014, qui lance un défi aux pays africains d'introduire des politiques industrielles crédibles et de promouvoir les organisations de politiques industrielle afin de propulser la transformation du continent, a été lancé lors de la réunion.

Co-publiée par la Commission Economique de Nations Unies pour l'Afrique et la Commission de l'Union Africaine, le Rapport porte sur le thème : "Politique industrielle dynamique en Afrique : Institutions innovantes, Processus efficaces et Mécanismes flexibles -

Ce rapport note que la transformation du paysage industriel de l'Afrique n'a pas réussi et est en retard par rapport à d'autres régions parce que les pays du continent ont adopté des plans industriels qui manquent de dynamisme et de coordination de haut niveau. Ces plans ont été également adoptés sans la participation des principaux acteurs.

Jusqu'à présent, l'examen de l'échec de l'Afrique dans le domaine de l'industrialisation ne prend en compte les processus de politique et les institutions en charge des politiques industrielles en Afrique ou l'impact de leurs faiblesses inhérentes en matière d'industrialisation, selon le rapport. « En fait, les structures institutionnelles faibles et la mauvaise conception des politiques sont à l'origine du problème de la politique industrielle pendant toute la période d'après les indépendances.

Kwesi W. Obeng est rédacteur adjoint de African Agenda.

L'Agenda Incohérent de l'Intégration Régionale

Les pays africains se sont enlisés dans des positions dans le cadre des négociations sur le commerce et l'investissement et/ou ont pris des engagements au titre des accords bilatéraux dont la logique va à l'encontre de l'agenda d'intégration du continent, écrit Kwesi Obeng.

Un colloque de trois jours destiné à la promotion de la cohérence politique entre l'initiative d'intégration économique de l'Afrique et les engagements internationaux du continent a pris fin à Accra au Ghana.

Organisé conjointement par Third World Network Africa (TWN-Africa et la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA), sous le thème « l'intégration économique de l'Afrique : les défis internes et les menaces externes », ce colloque a regroupé environ 40 participants venant essentiellement des institutions régionales de l'Afrique. Parmi les participants figuraient des universitaires, des OSC et des décideurs.

La croissance sans emploi au cours de la dernière décennie et la dépendance excessive de l'exportation des produits de base comme l'a exposé la crise alimentaire et économique de 2008 ont permis de renouveler et de focaliser l'attention des gouvernements africains sur le programme d'intégration régionale et la transformation économique.

Cependant, cette attention renouvelée sur l'intégration économique de l'Afrique est en danger. Sur le plan interne, il y a une crise de cohérence. Dans de nombreuses initiatives et cadre de politique, la faible corrélation des différents éléments les expose à diverses forces pour des raisons différentes même s'ils sont sensés permettre à l'Afrique de réaliser ses objectifs de développement.

Cette tendance est moins évidente dans les cas comme celui de la Vision Minière Africaine qui a bénéficié d'une longue période de réflexions, des consultations élargies et des débats intenses sur la politique minière pour produire un cadre plus systématique d'analyse politique, de recommandation et de plan d'action. La situation de la Zone de Libre Echange Continentale (ZLEC) qui a connu une brève période de gestation et dont la plupart des éléments fait toujours l'objet des débats est alarmante.

Sur le plan externe, les gouvernements africains se retrouvent dans des positions au niveau des négociations commerciales internationales et/ou ont pris des engagements dans des accords bilatéraux dont la logique va à l'encontre des initiatives politiques de l'agenda de transformation.

A la lumière du Traité d'Abuja de 1991, qui prévoit une feuille de route complète pour l'intégration régionale de l'Afrique dans le but ultime de créer une Communauté Economique Africaine d'ici 2028, quelques Communautés Economique Régionales (CER) poursuivent actuellement des initiatives en vue de l'adoption et de la mise en œuvre des unions monétaires pour améliorer le commerce.

Cependant, lors de sa présentation intitulée « Monnaie Unique et Intégration de l'Afrique : Un détournement ou la Bonne Voie », le Professeur Kodzo Evlo, Maître de Conférence à l'Université de Lomé, a déclaré que la monnaie unique peut devenir un vrai détournement pour une région en développement comme l'Afrique surtout si le système n'est pas bien conçu ou mis en œuvre de manière.

En citant l'exemple du Canada et des Etats-Unis, deux des économies les plus intégrées du monde qui continuent d'utiliser leur propre monnaie, le Prof. Evlo a dit que la monnaie unique n'est pas une voie obligatoire vers l'intégration économique de l'Afrique en ajoutant que l'unification des monnaies est une partie éventuelle de l'intégration économique mais « un niveau élevé d'intégration peut être atteint sans une monnaie unique ».

L'intégration régionale est devenue une tendance courante dans ces dernières décennies. Le Prof. Evlo a noté qu'en raison de cette tendance, l'intégration monétaire fait de plus en plus l'objet de débat. Deux questions principales ont dominé ces débats. Il s'agit du rôle que l'intégration des monnaies peut jouer dans le processus élargi d'intégration régionale et surtout dans la performance économique et le développement en général et le stade à laquelle l'on doit adopter la monnaie unique.

Pendant plus de 15 ans, les Etats membres de la CEDEAO et d'autre CER africains luttent pour respecter les critères de convergence. La plupart des CER n'ont pas pu atteindre le statut de Zone de Libre Echange.

Il a déclaré que « plus les pays sont intégrés, plus le volume de transactions économiques entre eux ont tendance à être énorme. Dans ce contexte en particulier, le Prof. Evlo estime que l'unification monétaire est plus justifiée dans une région comme la Zone Euro où le commerce intra-régional représente 60% du commerce totale, contrairement aux régions en développement comme les CER africaines où le commerce est d'habitude faible. Le commerce intra-africain ne s'élève qu'à 10%.

Parmi les CER reconnues par l'Union Africaine, les pays de la SADC s'en tirent mieux. Le commerce intra- communautaire dans la COMESA et la CEDEAO représente environ le dixième du commerce total. Huit CER sont reconnues par l'Union Africaine, à savoir : le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté des Etats du Sahel et du Sahara (CEN-SAD), la Communauté Economique de Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) et l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

Débat

La suggestion faite par M. Patrick Osakwe de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) suivant la quelle les unions monétaires sont formées non pas pour des raisons économiques mais pour des raisons essentiellement politique a suscité un débat animé. Selon Osakwe qui est le Chef de la Section Afrique de la Division de la CNUCED chargée de l'Afrique, des PMA et des Programmes Spéciaux, les études réalisées par de nombreux chercheurs en prévision de l'adoption de la monnaie unique, l'Euro, ont montré que l'Union européenne n'était pas une zone monétaire optimale, et les raisons économiques sont importantes mais secondaires.

Cependant « même si les monnaies étaient créées pour des raisons politiques, elles ont effets économiques, a ajouté le Dr Yao Graham. S'associant aux propos du Dr Graham, le Prof. Evlo a dit « qu'il s'agisse d'une raison politique ou économique, le but ultime d'une monnaie unique est

d'assurer le développement en faveur des personnes réelles ». Le Dr Graham est coordinateur de TWN-Africa.

Le débat qui s'en est suivi a tourné autour de l'attrait politique d'une monnaie unique et la manière dont l'intégration monétaires peut stimuler l'intégration économique et assurer le développement d'une zone économique.

L'Accord de Partenariat Economique fait l'objet des négociations commerciales les plus contestées et les plus controversées entre l'Afrique et l'Union Européenne. L'UE a prévenu l'Afrique de signer un accord commercial avec le bloc économique d'ici le 4 Octobre sous peine de faire face à des tarifs élevés sur leurs exportations vers la zone euro. Environ 48% des exportations de l'Afrique sont destinées à l'Europe et 18% aux Etats-Unis.

M. Tetteh Hormeku, le Directeur des Programmes auprès de TWN a dit que les APE étaient des instruments de la petite porte pour réintroduire tout ce que les pays africains ont rejeté dans le cadre des négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Neuf sur 10 des éléments de l'APE n'ont rien à avoir avec l'OMC

Les pourparlers de l'APE ont des effets sur l'intégration régionale au moins de deux façons remarquables. Il s'agit du contenu qui est le développement et le processus d'intégration. Dans le cadre des négociations APE, les CER africains sont devenues des interlocuteurs au lieu d'être des composantes, a dit M. Hormeku. Le second problème est qu'il a détruit la configuration des CER africaines, permettant ainsi la création des blocs régionaux inexistants comme le groupe de l'Afrique Orientale et Australe.

La politique de l'UE sur les subventions est actuellement nulle. En fait, lorsque les pays africains revendiquent l'élimination des subventions lors des négociations APE, ils ne revendiquent rien, selon Aileen Kwa du South Centre, une organisation intergouvernementale basée à Genève, Suisse.

L'UE a placé ses subventions dans la boîte verte à l'OMC là où il n'y a pas de plafond au soutien qu'elle peut offrir aux producteurs et exportateurs.

L'APE est intrinsèquement incompatible avec l'agenda émergent de développement de l'Afrique. En réalité, il mettra en péril le secteur productif de l'Afrique et rendra presque impossible pour l'Afrique d'œuvrer en faveur de l'intégration régionale. Par ailleurs, en établissant des liens privilégiés avec les communautés économiques régionales de l'Afrique l'UE aurait bafoué l'objectif premier des CER en tant que pièces maîtresses de l'intégration de l'Afrique.

Compte tenu de l'impasse persistante dans les domaines clés du commerce international et de la gouvernance des investissements, y compris l'OMC, la plupart des partenaires de l'Afrique profitent de l'influence bilatérale pour obtenir ce que les pays africains ont collectivement rejeté.

Un autre domaine de discordance entre l'agenda et les initiatives de développement émergents de l'Afrique est la prolifération des accords d'investissement. Les Traités bilatéraux d'investissement (TBI) sont des outils de concurrence pour de nombreux pays et régions mais en Afrique, il s'agit d'une course vers l'abîme.

Les traités bilatéraux, les accords de libres échanges avec des dispositions relatives aux investissements et les accords régionaux sont les principaux types d'accord d'investissement et dans la plupart des pays africains, il existe des défis de cohérence au niveau des secteurs et des traités d'investissement bilatéraux (TBI).

En abordant les traités bilatéraux d'investissement et les initiatives régionales et les cadres d'accord d'investissement, Dr. Graham a dit que la réciprocité formelle n'est pas synonyme de réciprocité de fond.

Dr. Graham a noté que le Canada est le pays le plus agressif dans la recherche et la signature des traités bilatéraux avec les pays africains. L'Allemagne, la plus grande économie de la zone euro dispose des TBI avec 42 pays africains. Cependant, les pays africains ne sont pas les demandeurs mais des receveurs pour ce qui concerne les TBI et les accords d'investissement internationaux. L'application des accords d'investissement internationaux empêchent l'Etat de réglementer les investissements pour protéger des politiques identifiées.

Environ 100 TBI vont prendre fin dans les cinq prochaines années. L'Afrique du Sud, la deuxième économie de l'Afrique ne compte pas renégocier ces TBI. Les pays prennent des

mesures différentes vis-à-vis les TBI, ce qui implique que les ALE d'ordre régional et continental doivent en tenir compte.

La signature des traités d'investissement est en déclin mais il y a aussi une recrudescence de la négociation de nouveaux méga accords régionaux. Les exemples d'accords méga régionaux sont le Partenariat Transpacifique, (PTP), l'Accord Global de Partenariat Economique (AGPE), le Partenariat Transatlantique sur le commerce et l'investissement (PTCI) et l'ALE trilatéral entre la SADC, l'EAS et le COMESA. Ces accords peuvent changer le paysage du régime international d'investissement.

Dans la plupart des pays africains, il existe un défi de cohérence au niveau des secteurs et des TBI. En fait, le défi qui se pose à l'intégration économique régionale de l'Afrique est très évidente.

**Kwesi Obeng et Rédacteur Adjoint de African Agenda*